

dre sur le choix d'un président, nous avons communiqué, vendredi, avec le juge en chef adjoint Alan Gold, de Montréal pour l'inviter à présider. J'ai le plaisir de l'annoncer, le juge Gold a accepté, vendredi soir, la présidence de la Commission de conciliation et il s'est déjà mis à l'œuvre. J'espère que grâce à son prestige, à son expérience des différends ouvriers et avec la collaboration d'hommes tels que MM. Louis Laberge et William Baker, nous pourrons nous attaquer au problème.

**M. Régimbal:** Question supplémentaire, le ministre est-il maintenant disposé à tenir compte des idées de l'opposition quant à un contrat à long terme et à un comité permanent des relations industrielles?

**L'hon. B. S. Mackasey (ministre d'État):** La chose a été étudiée, monsieur l'Orateur. Je partage l'intérêt du député quant au port de Montréal, lequel, comme il l'admettra sans doute, doit être au-dessus de la politiaillerie.

[Français]

**M. Georges Valade (Sainte-Marie):** Monsieur l'Orateur, je désire poser à l'honorable ministre de l'Agriculture une question supplémentaire qui fait suite à celle que lui a posée mon collègue d'Argenteuil-Deux-Montagnes.

Pourrait-il nous dire si son ministère ou un de ses organismes, tels le *Canadian Wheat Board*, ou le «Corn Exchange», ont invité les armateurs étrangers à utiliser les facilités portuaires de Port-Cartier ou de Baie-Comeau, plutôt que celles du port de Montréal, au cours de la prochaine saison maritime, sous prétexte que les difficultés actuelles entre les armateurs et les débardeurs rendraient ce port inutilisable?

**L'hon. J. J. Greene (ministre de l'Agriculture):** Monsieur l'Orateur, je ne pense pas que mon ministère ait pris une telle initiative, mais je vais prendre la question comme préavis, au cas où des directives auraient été données à cet effet.

[Traduction]

**M. Valade:** Monsieur l'Orateur, je me demande si le ministre s'informerait non seulement en ce qui a trait à son ministère, mais aussi à la Commission canadienne du blé et à la bourse des céréales.

**M. l'Orateur:** A l'ordre, s'il vous plaît.

**M. Donald MacInnis (Cap-Breton-Sud):** Monsieur l'Orateur, je veux poser une question supplémentaire au ministre du Travail.

Sait-il que c'est le député de Verdun qui s'occupe maintenant des questions ouvrières, comme l'a rapporté la *Gazette* de Montréal aujourd'hui? J'aimerais savoir qui est le ministre du Travail?

**M. l'Orateur:** A l'ordre, s'il vous plaît.

## LES NATIONS UNIES

### LE VIETNAM—L'INTERVENTION DU SECÉTAIRE GÉNÉRAL

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. David Lewis (York-Sud):** Monsieur l'Orateur, je veux poser une question au premier ministre. Comme on a rapporté au cours de la fin de semaine que le chef militaire américain au Vietnam réclamait un nouveau contingent de 200,000 hommes, ce qui fait redouter une nouvelle escalade de cette guerre tragique là-bas, le gouvernement songera-t-il à demander au secrétaire général des Nations Unies de soumettre immédiatement cette question au Conseil de sécurité afin de convaincre l'opinion mondiale d'agir en faveur d'un cessez-le-feu?

**Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre):** Monsieur l'Orateur, les Nations Unies sont déjà saisies de cette question. Elle pourrait être examinée à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité, mais je signale à mon honorable ami que les sondages effectués ont écarté la possibilité d'une présence du Vietnam du Nord ou de la Chine communiste au Conseil de sécurité.

**M. Lewis:** Comme question supplémentaire, puis-je demander au très honorable représentant s'il ne serait pas possible que la question soit discutée au Conseil de sécurité dans un contexte mondial, et le premier ministre est-il absolument certain qu'on ne réussirait pas à persuader l'un ou l'autre de ces pays, ou les deux, de témoigner, si la question était discutée au Conseil de sécurité?

**Le très hon. M. Pearson:** On pourrait difficilement parler d'un cadre mondial si un quart de l'humanité n'était pas représenté au Conseil de sécurité au moment de la discussion. J'aimerais également signaler à mon honorable ami que le secrétaire général, qui tient, comme nous tous, à faire appel aux Nations Unies chaque fois que c'est possible, a décidé qu'il appartient encore à la conférence de Genève de prendre une décision dans cette affaire, avant les Nations Unies.

**M. David MacDonald (Prince):** Comme question supplémentaire, le premier ministre